

Cahiers de

# ***L'humanisme libertaire***

REVUE MENSUELLE D'ÉTUDES SOCIOLOGIQUES

Mars 1968 — Nouvelle série - N° 142 — ABONNEMENT ANNUEL : 8 F — LE NUMERO : 0,70 F

## **UN ACTE INADMISSIBLE**

*Dans une de ses notes récents, notre ami Jean-René Moysin exprimait l'opinion, que nous partageons entièrement, que les Israéliens, ou leur gouvernement, ne devaient pas abuser de leur victoire pour imposer aux nations arabes les entourant l'acceptation de conquêtes militaires qui seraient en soi injustes, comme toutes les conquêtes militaires, et feraient le jeu des nationalistes, des revanchards et des politiciens arabes.*

*Mais une récente mesure du gouvernement de Tel-Aviv nous pousse à écrire dans le même sens. Dans des cartes imprimées récemment, certaines parties de territoires occupés par les troupes israéliennes figurent comme définitivement annexées. C'est nouveau, et la confirmation de ce que nous craignons.*

*Et nous disons : non ! Autant nous nous sommes prononcés en faveur d'Israël, et nous nous prononcerions de nouveau dans des circonstances semblables à celles d'hier, autant nous nous élevons, aujourd'hui contre ces annexions. Non qu'elles seraient un mal en elles-mêmes, car ce n'est certainement pas Nasser et son régime qui créent dans le désert et dans la presqu'île du Sinaï ce que les Israéliens ont créé aux bords du Jourdain, du lac Tibériade ou dans les environs. Et nous savons que les richesses créées profitent aux populations. Mais nul n'a le droit de dominer les autres par la force, ni de spolier, même si le vaincu ne tire pas parti des ressources dont il dispose.*

*Cela alimentera la propagande nationaliste, religieuse et fanatique, nationaliste et revancharde du démagogue tonitruant et de ses pareils, des Boumedienne et autres aventuriers qui dominent dans tant de ces petites nations, et qui sont bien heureux de dévier l'attention et l'esprit de « leurs » peuples contre les « ennemis » du dehors afin de leur faire oublier leurs échecs et l'exploitation dont ils sont victimes par les nouvelles bourgeoisies, les castes bureaucratiques et militaires. La guerre sainte occupe alors la première place.*

*Tant au point de vue moral que politique et pratique, c'est commettre un acte inadmissible.*

## **LA LUTTE CONTINUE**

Les autorités compétentes de Russie ont entrepris une contre-offensive dans le but de contrecarrer la campagne de protestation qui s'est produite en Occident contre le progrès et la condamnation de l'écrivain Guinzbourg et ses amis. L'expérience nous prouve que l'intervention de l'opinion publique libérale, et même révolutionnaire, n'exerce pas d'influence sur ces dominateurs insensibles aux appels de la conscience humaine. On l'avait déjà vu, du temps de Staline, pour les procès de Moscou. Le Moloch totalitaire est inaccessible aux protestations. Il a pour l'opinion publique mondiale le mépris le plus absolu. Pour lui, elle ne compte, ni ne doit compter. C'est pourquoi il l'a entièrement supprimée en Russie et dans les pays satellites.

Héritier du tsarisme il a, sur ce point, été infiniment plus loin. Car on doit se rappeler, et on l'oublie par trop, que la Douma comptait non seulement des partis d'opposition, qui comme les cadets contribuèrent à la Révolution de février, mais même des députés bolcheviques (il y en avait cinq). On doit se souvenir aussi de l'existence d'une presse d'opposition, ou tout du moins d'une certaine presse dans laquelle pouvaient écrire des hommes comme Kovalevski. Et aussi que même des œuvres comme *Le Capital*, de Karl Marx, purent être éditées en Russie avant même de l'être dans d'autres nations. On doit se rendre compte, enfin, que, comme nous l'avons déjà souligné et comme on ne le répétera jamais assez, il y avait, au moment le plus dur de la répression, dans les prisons et les bagnes tsaristes, environ 72 000 personnes, alors qu'il y en avait au moins quinze millions dans les camps de concentration staliniens.

Nous entendons déjà les intoxiqués des procédés moscoutaires nous accuser de faire l'apologie du tsarisme, et nous menacer de nous fusiller le jour de leur triomphe. Mais toutes les calomnies et toutes les menaces ne détruisent pas la vérité des faits. Et nous voudrions que ceux qui sont encore capables de penser avec un minimum de liberté y réfléchissent. Jamais on a vu, sous les autres régimes, des fils et des femmes demandant, pour des raisons politiques, la condamnation à mort de leur père ou de leur mari,... dont l'innocence est maintenant reconnue et qui ont été réhabilités. Jamais on a vu, même sous le nazisme, des accusés se proclamer coupables de trahisons qu'ils n'a-

vaient pas commises, en donnant même force détails circonstanciés auxquels des hommes impartiaux ont ajouté foi, car ils ne pouvaient pas croire que l'art du conditionnement et de la torture pouvaient être poussé si loin. Jamais on a vu, sauf au temps des invasions mongoles, exterminer des populations entières, comme Krouchtchev en personne l'a révélé au vingtième Congrès.

Il est stupéfiant, il est tragique, que tant d'hommes et tant de femmes qui se sont indignés et s'indignent encore rétrospectivement au moment de l'affaire Sacco et Vanzetti, et alors qu'il s'agissait de la vie de deux hommes, ne s'indignent pas devant l'extermination de millions et de millions d'hommes, de femmes et d'adolescents sous prétexte que cela se fait ou s'est fait au nom du socialisme. Et qu'au seul mot de tsarisme leur faculté de protestation se hérisse, pour des méfaits commis il y a plus d'un demi-siècle, tandis qu'ils justifient des crimes infiniment plus récents et plus monstrueux toujours parce que ceux-ci sont commis au nom d'un idéal de libération (socialisme, ou communisme ou marxisme ou démocratie). Que l'on abdique à ce point de l'esprit critique, de la faculté de penser, du don d'analyse, de réflexion, de déduction qui caractérise l'homme, est absolument déconcertant.

Comme est déconcertant le fait de constater que tant de témoignages vécus, directs, écrits par des hommes et des femmes qui ont connu les horreurs de l'immense pays concentrationnaire qu'est la Russie dite soviétique soient restés méconnus ou inconnus d'un public qui n'est sensible à l'injustice que quand elle est commise par des adversaires politiques.

Aussi nous proposons-nous de reproduire, à partir de notre prochain numéro, des fragments significatifs de certains de ces témoignages. Si les récits de Dostoïevsky, de Léon Deutsch et autres sur les bagnes tsaristes, sur les bagnes de Nicolas 1<sup>er</sup> ou Nicolas II, sur la Sibérie sont restés dans bien des mémoires, au témoignage de Krouchtchev, cent mille manuscrits ont été écrits par des revenants des bagnes soviétiques, mais ils ne paraîtront pas, car si Dostoïevsky, et d'autres, pouvaient publier leurs témoignages sous le tsarisme, les rescapés des camps communistes ne le peuvent pas maintenant. Non seulement parce que la censure ne le permet pas, mais encore.

**LE SOLEIL SE LEVE  
EN TCHECOSLOVAQUIE.  
PUISSE-T-IL ATTEINDRE A SON  
ZENITH ?**

# RÉAGIR A L'ÉVÉNEMENT

Qu'on le veuille ou non, les forces révolutionnaires — et nous n'entendons pas exclusivement, sous cette appellation, celles qui n'envisagent comme valable que la lutte armée — ont perdu, et perdent de plus en plus l'initiative. Si nous nous occupons particulièrement de celles qui nous touchent le plus près, celles du syndicalisme révolutionnaire et celles se réclamant des principes libertaires, la vérité oblige à dire qu'elles stagnent, et même sont en régression depuis longtemps. Certes, pour ce qui concerne le mouvement anarchiste, les éléments internes de désagrégation ont joué, et jouent dans ce recul un rôle prépondérant. Cependant, cela n'explique pas tout.

Un autre facteur d'immense portée est apparu, dont, par tradition démagogique on n'a pas saisi assez l'importance. C'est l'évolution sociale qui s'est opérée et continue de s'opérer dans le monde capitaliste. Nous avons plus d'une fois insisté sur ce fait que l'augmentation de la productivité et de la production, fruit du perfectionnement des techniques dans l'industrie et l'agriculture, a conduit à une augmentation de la consommation qui s'est étendue à des couches sociales de plus en plus vastes, et continuera de s'étendre. L'augmentation du bien-être est indéniable. L'humanisation des conditions de travail aussi, pour qui se donne la peine de s'informer de ce qui, tant dans la vie des paysans que dans celle de nombreux travailleurs industriels et leur famille, a été acquis. « Aux Etats-Unis, tout le monde est actionnaire », déclarait récemment à la radio Jacques Salbert. Il y a sans doute quelque exagération dans cette phrase, mais le nombre des actionnaires est d'environ 23 000 000 et il ne fait qu'augmenter, et derrière chacun d'eux il y a, généralement, une famille. Les nations capitalistes industrielles suivent le mouvement. L'intéressement des travailleurs décidé par de Gaulle n'est qu'un reflet de cette tendance générale, et malgré l'opposition de principe de certains syndicats ou de partis de gauche (nous ne mentionnons pas la nôtre, qui ne compte pas), cela prendra aussi en France. En France, où le nombre des salariés propriétaires de leur habitat ou de leur petite maison de campagne augmente continuellement, où cinquante huit pour cent de ces mêmes salariés possèdent une automobile qui dans la majorité des cas n'est pas un

(car le système est perfectionné, ne laisse aucune issue), parce que les moyens de publication, le papier, les imprimeries sont tous aux mains de l'État, c'est-à-dire du parti dominant.

La lutte contre l'esclavage, intellectuel, moral et matériel continue. Une minorité d'écrivains, de poètes, d'étudiants, la mène en Russie, plus désespérément, plus isolée que les intellectuels qui luttaient au temps du tsarisme. Nous sommes fraternellement unis à elle. Nous ignorons si le régime qui écrase la population russe et qui poursuit sa tentative d'hégémonie sur l'humanité entière resserrera ou non son étreinte après l'avoir desserrée. Mais nous savons que l'appui venu de l'extérieur est un soutien moral pour ceux qui, dans l'Empire moscovite, mènent le combat pour la liberté. Et nous continuerons à donner le nôtre, non seulement pour les écrivains persécutés, mais pour le peuple russe, pour l'avenir du monde.

tacot de rebus. Ou, aussi, cinquante huit pour cent des habitants ne lisent pas de livres...

Ceux qui, dans ces conditions, se battent les flancs pour prouver à tous les travailleurs qu'ils sont très malheureux, même plus malheureux que ne l'avaient été leurs parents et leurs grands-parents ont beau faire, ils ne convainquent pas vraiment leurs lecteurs ou leurs auditoires — quand ils en ont.

Les possibilités révolutionnaires, au sens classique de la Révolution, ont donc diminué d'une façon décisive. Devant cette réalité qu'on n'avoue pas, mais qu'on ne peut nier en son for intérieur, ceux qui luttent pour la transformation de la société sont de plus en plus désarmés. Pourtant ils ont raison, pourtant nous avons raison de continuer le combat. Tant qu'il y aura des hommes exploités par d'autres hommes, tant qu'il y aura, sous l'apparence de l'ordre capitaliste un désordre réel, un gaspillage économique effréné, un parasitisme social croissant, tant que les peuples seront divisés en nations ennemies avec tous les méfaits que cela engendre, tant que l'État existera, fatalement aux dépens de la société dont il suce le sang comme la pieuvre suce celui de sa victime, tant que les préjugés traditionnels continueront d'exercer leurs ravages, tant que le militarisme sévira, le combat pour l'extirpation de tous ces maux se justifiera. Ce qui se pose c'est le problème de la nouvelle stratégie dont l'élaboration est nécessaire.

C'est d'abord la liberté d'esprit indispensable pour comprendre que devant les changements apparus dans les conditions du combat il faut modifier nos tactiques. La lutte armée ne peut que faire le jeu de nos adversaires profitant de l'occasion d'exterminer des révolutionnaires comme le fit Thiers au grand détriment du socialisme, en 1871, comme le fit Khrouchtchev au moment de l'insurrection de Budapest. Il faut donc chercher par quels nouveaux moyens nous pouvons entreprendre, ou poursuivre, la transformation de la société.

Nous nous souvenons à ce sujet, et nous l'avons déjà rappelé en d'autres occasions, du programme des pionniers de Rochdale, véritables fondateurs du coopératisme. Programme révolutionnaire, quoiqu'il ne prévoyait ni ne préconisait d'effusion de sang. Comme révolutionnaire était le programme de l'école coopératiste de Nîmes dont Charles Gide et Ernest Poisson furent les grands animateurs. Syndicalistes révolutionnaires et anarchistes boudèrent ces plans de réalisation sous prétexte qu'ils reculaient le Grand Soir. Une des conséquences immédiates de cette attitude fut que, manquant de l'appui nécessaire de la part des nombreux militants révolutionnaires, le mouvement coopératiste n'eut pas de cadres suffisants pour la masse de ses adhérents, et que les animateurs furent débordés par les coopérateurs non révolutionnaires. Alors, ceux qui avaient refusé leur concours triomphèrent. Mais, eux, qui avaient opposé au coopératisme des solutions verbalement supérieures, et souvent ineptes — comme la « prise au tas » — n'ont rien réalisé du tout et ont à peu près disparu.

Nous croyons que c'est du côté de ce genre d'activités, dont les communautés de production péniblement organisées en France sont des exemples qu'il faut revenir, ou aller, selon les cas. Les exemples des réalisations qui se font aujourd'hui en

Espagne renforcent le choix qu'à notre avis il convient de faire. Les circonstances empêchant de réaliser d'un coup, et à l'échelle globale, la transformation sociale projetée, il faut entreprendre cette transformation par le biais des réalisations partielles solidaires et s'étendant de plus en plus.

Réalisations économiques, certes. Le groupe éditeur de cette revue a toujours manqué d'un nombre suffisant d'éléments pour joindre ses efforts à ceux qui entreprenaient la construction ou maintenaient souvent, au prix de nombreux efforts, l'existence de communautés diverses. Sa non participation ne fut pas due exclusivement à un penchant pour les seules attitudes théoriques, mais à l'impossibilité pratique d'esprit favorable, qui contribuerait à un soutien moral et à un encouragement.

Mais que nous ayons pu, que nous puissions ou non élever notre action à la hauteur de nos désirs, cela n'empêche la justesse essentielle d'une conception que du reste nous ne sommes pas les seuls à défendre, ceux qui se sont attelés à la besogne le faisant très bien sans notre approbation. Ce qui importe c'est qu'une prise de conscience ait lieu entre hommes de bonne volonté tendant à ces réalisations. C'est qu'au-dessus de l'antagonisme des mots, ceux qui comprennent la nécessité de construire sans attendre, au sein de cette société même, les bases, même éparées au début, d'une société nouvelle, se rencontrent et se mettent d'accord. C'est que nous cherchions à les connaître, que nous établissions avec eux des liens fraternels et de solidarité nous permettant d'étendre dans toutes les sphères sociales l'esprit et l'action des entreprises vraiment révolutionnaires parce que vraiment transformatrices.

Au fond, ce que nous disons là n'est pas nouveau. Nous ne l'avons pas pris chez Proudhon, mais on l'y trouve. Ce fut la méthode essentielle qu'il défendit toujours, opposé qu'il était à la révolution violente dont il redoutait les excès (1). On peut ajouter que ce fut aussi celle recommandée par Tolstoï et, nous le répétons, celle que, sur la fin de sa vie, et devant les leçons d'une expérience exceptionnelle, Bakounine recommanda à son tour (2).

Mais un mouvement réalisateur ne devrait pas limiter ses activités au seul domaine économique, qui est trop souvent le seul que l'on entrevoit. Si les anarchistes, et particulièrement les anarchistes kropotkiniens, avaient retenu la leçon fondamentale du livre *l'entraide*, de Kropotkine, ils auraient compris que le principe libertaire n'était pas seulement applicable et ne devait pas être seulement appliqué aux problèmes de la production et de la consommation, mais, dans l'immédiat, à de multiples réalisations sociales, à des rapports humains très nombreux et très étendus. Ils ne l'ont pas fait, toujours obsédés qu'ils étaient par la Révolution intégrale et prochaine. Et à mesure que les perspectives s'éloignaient, ils se sont rabattus sur des à-côtés qui n'avaient rien à voir avec l'éthique et la pratique de socialisation non étatique.

L'obsession révolutionnaire du grand chambardement et la seule attitude négative les ont empêchés de tirer les leçons qui se dégagent de la vision kropotkienne de l'histoire, intégralement considérée. L'entraide c'est une pratique très étendue, sinon généralisée de la sociabilité en dehors des cadres étatiques et des gouvernements. Et cette pratique peut s'étendre à une infinité d'activités. Mais il faut, d'abord, pour le comprendre, renoncer aux seules négations systématiques. Il faut, donnant à l'esprit constructif la prééminence, s'incorporer à l'évolution de la société, vouloir contribuer

à cette évolution, s'insérer dans la marche en avant du progrès social. Et alors, là, les tâches à accomplir ne manqueront pas.

Nous avons parfois honte lorsque nous voyons combien de réalisations partielles locales se produisent dans les quelque trente-huit mille communes de ce pays. Il suffit de lire la section correspondante du *Journal officiel* pour voir comment, continuellement, des sociétés de toute sorte surgissent — sociétés pour l'éducation des enfants ou des jeunes, sociétés de caractère culturel, sociétés sportives, sociétés s'attaquant à des questions économiques, des problèmes locaux divers, etc. Et nous pensons que nous autres, qui avons la prétention de donner des leçons à toute l'humanité, nous en aurions très souvent à recevoir si nous n'en étions pas empêchés par la croyance en notre supériorité.

Il faudrait procéder à une étude sociologique sérieuse, et qui ne peut être l'œuvre d'un seul homme, — surtout quand cet homme ne peut donner que très peu de temps à son effort intellectuel, empêché qu'il en est par la lutte pour la vie — afin d'établir quels sont les secteurs dans lesquels il serait possible d'intervenir utilement. Afin, aussi, d'établir des contacts avec les courants sociaux susceptibles d'œuvrer sur des bases non étatiques et agouvernementales.

Tout cela n'est que l'ébauche d'une direction positive qu'il conviendrait de prendre. Ce n'est pas encore un programme. Mais c'est aussi la recherche nécessaire de la façon de ne pas être dominés par les événements. Car, en fait, c'est cela qui s'est produit et continue de se produire. Ce qui frappe dans la passivité, la renonciation foncière, dans les déviations sur des comportements secondaires, tertiaires et quaternaires, c'est l'incapacité de réagir à l'événement. Un courant révolutionnaire, au sens transformateur du mot, livre un combat historique, qui s'étend sur des décades, voire sur des siècles. Il a construit un idéal, il s'est fixé un but (que nous avons résumé plus haut), et son combat ne devra cesser que quand le but sera atteint. Mais les conditions de ce combat changent. Alors nous sommes comme un capitaine qui aurait dressé un plan de bataille basé sur les forces, les positions, les dispositions, et les moyens de combat de son adversaire, et qui apprendrait que ces forces, positions, dispositions, et moyens ont changé, et sont devenus tout autres qu'il ne supposait. Un incapable se laisserait aller au désespoir, renoncerait à la lutte. Ce serait la débâcle. Mais un homme d'initiative transformerait rapidement ses plans, la disposition de ses éléments de combat, adopterait de nouvelles tactiques convergentes devant concourir à l'obtention de la victoire.

Toutes proportions gardées, et tenant compte de la différence des caractéristiques de l'action engagée et des fins poursuivies, notre situation est comparable. Nous aurions dû, depuis longtemps, improviser de nouvelles méthodes, chercher les nouveaux chemins nous permettant de poursuivre la lutte en accord avec nos principes et en application de ces principes. L'essentiel est de ne pas se laisser dominer par l'événement. C'est d'avoir l'esprit créateur nécessaire pour, bien que l'adversaire ait l'avantage, continuer le combat. C'est de conserver une claire vision des choses, un esprit lucide, une volonté « de faire l'histoire », même si nous n'agissons que dans une petite mesure, c'est d'entreprendre, d'improviser avec l'agilité d'esprit nécessaire, c'est de rétablir nos forces et de gagner à nouveau des secteurs de l'opinion publique. C'est de convaincre par l'exemple créateur, c'est d'opposer à tous les éléments nocifs de l'or-

## BIBLIOGRAPHIE

J. M.

Il y avait beau temps que je n'avais lu un ouvrage aussi tonique que celui de Julien TEPPE, *l'idole patrie* (1). L'auteur s'est attaché à démontrer l'absurdité des notions de patrie, de nation ; il l'a fait sans haine, sans viser telle ou telle patrie, sans s'attacher à un nationalisme plus qu'à un autre ; il a fait œuvre anticonformiste, bien sûr — on ne s'attaque jamais impunément à l'Etat —, mais surtout œuvre saine.

Le principal mérite du livre de notre ami est de mettre à notre portée une infinité de textes, de citations, peu connus le plus souvent ou que l'on veut méconnaître — et pour cause. Tout le monde y passe, et l'objectivité de l'auteur est louable en l'occurrence ; c'est fort instructif. D'autant que le nombre de Lustucrus qui sont — ou furent — tantôt antipatriotes, tantôt de nouveaux Déroutède, selon l'humeur du moment et les circonstances, est particulièrement impressionnant. Le cas des volte-face d'Aragon — de l'Académie Goncourt — n'est pas unique. Plus que les éternels gugusses de droite ou d'extrême droite, les « socialistes » de toutes tendances sont décevants.

Les chapitres concernant le concept de Patrie et la réalité-Eglise sont particulièrement édifiants. L'Eglise et l'Etat se sont toujours soutenus mutuellement, et les guerres suscitées par les Etats ont, toujours aussi, été encouragées par toutes les confessions. Toutes, non : pas par les anabaptistes ou les men-

ganisation sociale actuelle, une pensée constructive, enrichie par la culture et par l'expérience, et une action qui en constitue la démonstration.

Si nous courbons la tête devant les faits adverses, si nous nous résignons à ne donner d'importance qu'aux événements, situés en dehors de nous-mêmes, si nous ne comprenons pas que la volonté humaine est, pour l'homme, l'événement majeur, nous nous condamnons à disparaître.

(1) Dans sa lettre à Karl Marx, datée du 17 mai 1846, Proudhon écrivait au sujet de « l'action révolutionnaire » qu'il « préférerait faire brûler la Propriété à petit feu plutôt que lui donner une nouvelle force en faisant une Saint-Barthélemy de propriétaires ». Et encore : « Nos prolétaires ont une si grande soif de science qu'on serait fort mal accueilli d'eux si on n'avait à leur présenter à boire que du sang. Bref, il serait à mon avis d'une mauvaise politique pour nous de parler en exterminateurs ; les moyens de rigueur viendront assez ; le peuple n'a besoin pour cela d'aucune exhortation. »

(2) Le 15 février, Bakounine résidant alors à Lugano, écrivait à Elisée Reclus (et il convient de souligner qu'il commentait alors la pensée de Reclus lui-même) : « Oui, tu as raison, la révolution, pour le moment, est rentrée dans son lit, nous retombons dans la période des évolutions, c'est-à-dire dans celle des révolutions souterraines, invisibles, et même insensibles. » ... « Je m'accorde avec toi à dire que la révolution est passée, non à cause des affreux désastres dont nous avons été les témoins et des terribles défaites dont nous avons été les plus ou moins coupables victimes, mais parce que, à mon grand désespoir, je constate chaque jour de nouveau que la pensée, l'espérance et la passion révolutionnaire ne se trouvent absolument pas dans les masses, et quand elles sont absentes, on aura beau se battre les flancs, on ne fera rien. »

Puis, commentant la persévérance dans l'effort des membres de la Fédération jurasienne et des internationalistes belges, il ajoutait : « C'est un travail d'autant plus méritoire qu'ils n'en recueilleront pas les fruits, mais ils peuvent être certains que leur effort ne sera pas perdu ; rien ne se perd dans ce monde, et les gouttes d'eau, pour être invisibles, n'en forment pas moins l'océan ».

nonites ni, de nos jours, par certains témoins de Jéhovah.

Julien TEPPE nous donne aussi — et toujours textes à l'appui — les variations anti ou pro-patriotiques des communistes ; elles peuvent, sans encombre, supporter la comparaison avec celles du maurrassisme, encore que, à tout prendre, le nationalisme des Croix de feu et des Camelots du roi était plus franc.

Pour des drapeaux — des pays ou d'églises — que de sang a coulé. Que de guerres saintes, que de causes patriotiques sacrées !

Et si, demain, « on » nous découvrirait de nouvelles causes sacrées ; si, demain, de nouvelles guerres saintes devenaient « indispensables »... que ferions-nous ? Quelle serait ton attitude, « hypocrite lecteur, mon semblable, mon frère » ? Oui, je sais : aujourd'hui tu dis non. Aujourd'hui, de sang-froid, tu te refuses à aller faire trouer ta peau (ou à aller trouer celle d'autrui). Mais tu es de sang-froid. C'est bien ce qui m'ennuie...

Julien TEPPE préconise des remèdes au culte de l'Idole : des Etats-Unis mondiaux et, dès l'enfance, des livres d'histoire qui cessent de décrire nos boucheries. Ni le Chevalier sans peur et sans reproche (hum ! à voir), ni la Pucelle d'Orléans ne sont des exemples de pacifistes. Ils ont trucidé pas mal de copains et c'est peut-être pourquoi on les donne en exemple à nos moutards.

A l'heure où, un peu partout on continue de se battre et à se confectionner de méchantes bombes A ou H ; à l'heure où on s'arrose de napalm, histoire de sauvegarder la civilisation occidentale ; à l'heure aussi, où les Bretons, les Basques, les Québécois et combien d'autres zigomars manifestent en faveur d'un chauvinisme de province que seul notre Grand Homme pouvait attiser aussi bien, ne serait-il pas temps, enfin d'être sérieux et de méditer, pour une mise en pratique, ces paroles de notre Michel Bakounine :

« L'élément physiologique est le fonds principal de tout patriotisme naïf, instinctif et brutal... Le patriotisme national est un fait purement bestial qui se retrouve à tous les degrés de la vie animale, et même, on pourrait dire, jusqu'à un certain point de vue, dans la vie végétale... Le patriotisme, c'est donc un égoïsme collectif d'un côté, et la guerre de l'autre... Du point de vue de la conscience moderne de l'humanité et de la justice, telles que, grâce aux développements de l'histoire, nous sommes enfin parvenus à les comprendre, le patriotisme est une mauvaise, étroite et funeste habitude, puisqu'elle est la négation de l'égalité et de la solidarité humaines ».

Lisez le bouquin de Julien TEPPE, le célèbre promoteur du mouvement doloriste. Tout militant se doit de le connaître ; et, ayant pris conscience, d'agir.

(1) Edition du Centre, un fort vol. de 280 pages, 26 F, Diffusion André Silvoire, 20, rue Domat, Paris V<sup>e</sup>

# QU'EST-CE DONC QUE LA NATURE HUMAINE ?

André PALAU

*Note de la Rédaction* — Nous avons demandé à notre ami André Palau de nous confier, pour sa publication, le texte de la petite étude philosophique qui suit et qu'il a lu dans une conférence. Cette étude n'a pas un caractère libertaire doctrinal. C'est une *libre* méditation, une *libre* investigation sur la nature de l'homme. Et de ce point de vue elle entre de plain-pied dans l'esprit qui nous anime. Car elle déborde nos sujets habituels, élargissant notre horizon mental et notre conception des problèmes humains.

A ce titre, elle ne peut qu'enrichir notre pensée et stimuler nos recherches.

## INTRODUCTION

*Voilà une question à laquelle je répondrai sans doute très mal. Alors pourquoi l'ai-je posé ?*

— *Parce qu'elle me hante.*

*Il faudrait beaucoup de temps et beaucoup d'esprit pour définir de façon satisfaisante cette nature humaine. Or, je ne dispose ni de l'un de l'autre en quantité suffisante. Mais il est des problèmes qui obsèdent et seule la solution que l'on construit soi-même apporte l'apaisement. Je vous invite donc à refaire le chemin par où j'ai passé. Et lorsque nous serons parvenus au terme, il vous appartiendra de dire si la promenade fut agréable et si le point terminal mérite qu'on s'y arrête.*

*On peut d'abord ne point s'embarasser de complications et dire que l'Homme est un animal comme un autre. Ainsi Linné, dans son Systema Naturae, rangea l'Homme parmi les Primates, avec les Lémuriens et les Singes, et lui attribua comme à tout être vivant, végétal ou animal, une dénomination binaire : Homo Sapiens.*

*Rémy Perrier pose des questions intentionnellement naïves : « Quels sont les caractères des Hominidés ? En quoi diffèrent-ils de ceux des Anthropoïdes ? A quoi reconnaît-on un Homme d'un Singe ? (1) » La station debout, la main, le langage articulé seront les réponses essentielles.*

*Selon Carneth Read, l'apparition de tendances prédatrices dans une race d'anthropoïdes frugivores aurait marqué l'avè-*

*nement de l'humanité. Un singe prenant les mœurs du loup, tel serait, en définitive, l'Homme à son origine (2).*

*Etienne Rabaud achève son livre sur l'Instinct et le Comportement animal par un chapitre intitulé : « De la Bête à l'homme ». Il y insiste sur « cet inconscient qu'est le système nerveux, où tout se passe suivant un mécanisme qui est essentiellement le même, qu'il s'agisse d'un crabe, d'un hyménoptère, d'une pie, d'un chimpanzé ou d'un homme ».*

*En somme, la vision simplifiée de l'Homme consiste à le pourvoir d'un système nerveux un peu plus compliqué, tel que les réponses aux excitants extérieurs passent par des circuits associatifs plus nombreux, variables et donnant un peu d'imprévu. Mais en tout cas, l'élaboration de la réponse n'a pas été voulue par une faculté supérieure et libre. Machine plus complexe, mais machine tout de même, douée d'une conscience qui est bien plus un témoin qu'un agent des actions, comme disait Royer-Collard, ou qui est seulement une perfection de l'acte, selon Janet.*

\*\*

*A l'opposé, on a fait de l'Homme un être à part, privilégié, enfant chéri de la création, spécialement conçu et créé par Dieu.*

*« L'homme a presque changé la face du monde » dit Bossuet dans le Sermon sur la Mort... et il ajoute : « Comment aurait pu prendre un tel ascendant une créature si faible et si exposée selon le corps, aux insultes de toutes les autres, si elle n'avait en son esprit une force supérieure à toute la nature visible, un souffle immortel de l'Esprit de Dieu, un rayon de sa face, un trait de sa ressemblance... ».*

*Alors la religion, tour à tour, exalte et humilie l'Homme. Elle le pare d'une éminente dignité, pour lui rappeler aussitôt qu'il est poussière :*

*« Quelle chimère est-ce donc que l'homme ? Quelle nouveauté, quel monstre, quel chaos, quel sujet de contradiction, quel prodige ! juge de toutes choses, imbécile, ver de terre ; dépositaire du vrai, cloaque d'incertitude et d'erreur ; gloire et rebut de l'univers. Qui démêlera cet embrouillement ? ».*

*Voilà Pascal en pleine énigme.*

\*\*

*Le jeu pourrait durer longtemps. D'une part nous avons l'évaluation d'un Homme en monnaie par un Américain. Celui-ci additionne le prix des vingt-cinq litres d'eau contenus dans le corps humain, le prix du*

*noir animal en quoi on peut transformer les os, le prix de la petite quantité d'ivoire des dents, plus le prix de quelques bricoles encore. La somme est dérisoire. Il est même étonnant que les compagnies d'assurance aient jamais excipé de cette estimation. Et d'autre part, « l'homme est un dieu tombé qui se souvient des cieux ».*

*On aurait tort de s'attendre à ce que je me contente de situer l'Homme entre ces deux extrêmes, dans une honnête moyenne, à la façon d'un raisonneur de Molière. Je pense même que Molière eût été le premier à reconnaître la vanité de la question qui consiste à trouver le milieu entre un dieu et une poussière.*

*Je me propose donc d'attaquer le problème de la nature humaine d'autre façon, de plusieurs façons, car ce problème a des faces multiples. Toutefois je parlerai encore de l'Homme créature de Dieu et de l'Homme, émanation de la terre.*

## FONCTIONS DU HAUT ET FONCTIONS DU BAS

*La psychologie distingue des fonctions élémentaires comme le réflexe, la tendance, le besoin, puis des fonctions générales d'organisation comme l'attention, l'association des idées, enfin des fonctions systématisées comme la passion, le sentiment esthétique, l'intelligence, le langage. Lorsque, par la nécessité d'analyser qui est celle de toute étude, on a passé en revue chacune des fonctions, on a l'impression d'une hiérarchie. Mais là, on peut se tromper. S'il existe des hiérarchies véritables, comme celle qui subordonne les étages de l'axe cérébro-spinal, il en est de fausses comme celle qui résulte d'un jugement arbitraire porté par l'homme sur certains organes et certaines fonctions, et par suite de quoi le cœur est noble et la ventre ne l'est pas. Quant au bas-ventre, ... honte à lui, et proclamons que seul l'homme a le front éclairé.*

*Ainsi, pour certains, les fonctions suprêmes s'installent d'emblée, toutes sublimées, cadeaux de la Providence. « Conscience, conscience, instinct divin ! » s'écrie Jean-Jacques, croyant en l'innéité de la conscience morale.*

*Rationalisme, innéisme, Descartes, Leibniz, Providence, tout ce que l'empirisme de Locke a tenté de ruiner, s'impose ici.*

*Le sociologisme présente une conception de l'Homme analogue. Ainsi Auguste Comte expose une origine religieuse de la science ; Durkheim une origine religieuse des mœurs. Tout commence par le haut. (Notons cependant que la religion des sociologues est le plus souvent superstition humaine).*

*A l'opposé se situe le précepte de Lloyd Morgan : ne jamais interpréter une action par une faculté supérieure quand elle peut l'être à un niveau inférieur. J'avouerai que j'adopte volontiers la règle de Morgan et que je ne saurais parler d'amour sans débiter par l'instinct sexuel, ni de convivia-*

lité sans avoir préalablement posé la tendance alimentaire. Et je ne manque jamais d'opposer à Comte et à Durkheim, Belot qui écrit d'une part : « la Science est née à la chasse, à la cuisine, à l'atelier » et d'autre part : « la moralité est née en dehors de la religion ».

Le psychiatre Borel déclare également que la morale a une modeste origine organique, et la page que nous évoquons serait tout à fait à sa place dans la Lettre sur les Aveugles.

Quant à la psychologie comparée, elle est heureuse, depuis Darwin, de découvrir chez les animaux les mêmes instances et les mêmes tendances qui sont celles des hommes. Elle a même cru apercevoir de la prostitution chez les singes !

Je citerai encore deux de nos maîtres directs. Etienne Rabaud, dans son livre Phénomène social et sociétés animales, invite expressément les sociologues à ne pas prendre comme point initial et comme objet premier la société humaine toute faite et irréductible, mais à se donner tout d'abord la peine de considérer les abeilles, les fourmis et autres êtres grégaires tels les ruminants.

Henri Piéron lui, intitule très intentionnellement une de ses œuvres principales : De l'Actinic à l'Homme. Le programme est ainsi tracé.

Je conclurai ce chapitre en confessant que je me sens sur un terrain plus solide — plus difficile aussi — en étudiant les fonctions par le bas. Les origines biologiques sont malaisées à débrouiller ; elles impliquent nécessairement l'évolution ; elles sont humbles aussi, mais solides, cohérentes, très souvent vérifiables par l'expérience. L'origine spiritualiste est noble, orgueilleuse et facile.

(1) Nouveau traité de Psychologie de Dumas, tome 1, page 33.

(2) Idem, tome 2, page 513, cité par Larguier des Bancels.

## NOTRE LISTE DE SOUSCRIPTION

J. Roux, 2 ; Salvives 50 ; R. Pottier, 12 ; Dufour, 2 ; Levesque, 10 ; M. Roux, 6 ; Parrod, 2 ; Beyria, 2 ; J. Martinez, 2 ; L. Ledrappier, 2 ; D. Michaud, 2 ; Jacques Reclus, 8 ; A. Jutier, 2 ; Mme Truffet, 2 ; J. Mahé, 2 ; Laillier, 2 ; J. Meyssonier, 20 ; Calderon, 2 ; Trebotte, 3 ; Lasfargues, 7 ; Riou, 2 ; Melet, 4 ; Sapin, 42 ; G. Bouyé, 2 ; Lorch, 4 ; Sauvé, 2 ; Hérard, 46 ; Feith, 2 ; P. Boursaud, 2 ; Anonyme, 22 ; Mme Defosse, 12 ; Bonsignori, 2 ; Desrichard, 2 ; Gast, 2 ; Marbœuf, 7 ; Juliot, 2 ; Teilhac, 17 ; Cools, 4 ; André Antoine, 70 ; G. Galand, 5 ; Hébrard, 12 ; P. Germain, 2 ; Lygrise, 2 ; K. Duval, 2 ; Derouet, 2 ; Prévôtet, 4 ; J. Molina, 12 ; Letrou, 2 ; Beltran, 2 ; Gomez, 2 ; Palix, 7 ; Christov, 2 ; Michaud René, 52 ; P.V. Berthier, 4 ; Bertin Lionel, 5 ; Groupe Humanisme libertaire, 160 ; Michel Lagionie, 2 ; Pavlov, 5 ; Max Roux, 2 ; J. Sanchez, 2 ; N. Faucier, 2 ; Puente, 2 ; Diaz, 2 ; Beyria, 2 ; Mme Delorme, 12 ; Gayet, 2 ; Royo, 2 ; Hébrard, 12 ; Maxime Marchand, 7 ; Meyssonier, 20 ; C. Fournier, 2 ; Raquier, 2 ; Lisicot, 2 ; Levesque, 2 ; J. Meisel, 2 ; Gustave, 2 ; Renard, 4 ; Hagnauer, 2 ; Hugo Rolland, 15.

# ANTICIPATIONS RETROSPECTIVES LES VUES CONSTRUCTIVES DE JAMMES GUILLAUME

Julien MAILLET

(II et fin)

Pour les travailleurs industriels, il distingue plusieurs catégories. Premièrement, l'artisan, qui restera propriétaire de son échoppe ; deuxièmement, un certain nombre d'industries dans lesquelles la division de travail n'a pas été poussée très loin : maçonnerie (à cette époque), menuiserie, imprimerie ; troisièmement, la grande industrie, où la division du travail est importante, la production énorme : filatures, industries métallurgiques, houillères, etc.

Si l'artisan peut continuer à posséder son échoppe, s'il peut sans difficultés échanger sa production, les travailleurs des autres catégories doivent s'organiser sur la base de l'industrie. Les ouvriers d'une industrie donnée se garantiront mutuellement la propriété de leurs moyens de production et, sur cette base de la propriété collective, s'organiseront en fédérations de métiers ou d'industrie.

« Le résultat de ce pacte de solidarité sera la constitution de tous les établissements typographiques — d'une région donnée — comme propriété collective de la fédération des typographes — de cette même région ».

Ce sont les prémices du syndicalisme.

Quant à la gestion intérieure des entreprises et des ateliers « chaque atelier, chaque fabrique formera une association de travailleurs qui restera libre de s'administrer de la façon qu'il lui plaira pourvu que les droits de chacun soient sauvegardés et que les principes d'égalité et de justice soient mis en pratique ».

Les rapports des diverses fédérations corporatives se feront sur la base de la plus stricte égalité, les échanges de produits finis et de matières premières s'établiront par les communes et les divers services publics communaux et régionaux.

### L'ORGANISATION COMMUNALE

La base de la société future sera la commune, qui sera formée de l'ensemble des travailleurs habitant une même localité ; c'est la fédération locale des groupes de producteurs. La commune comprend plusieurs services publics. Notons au passage que certains services publics sont du ressort de la fédération de communes.

I - *Travaux publics.* Tous les locaux sont propriété de la commune. Une fois la révolution achevée, chacun continuera d'habiter la maison où il logeait précédemment, la commune installant les mal-logés dans les demeures des riches expropriés. Elle devra se mettre à construire de nouvelles habitations aux frais de tous — c'est-à-dire que les ouvriers du bâtiment recevront des bons d'échange de la commune pour leur travail. Construits aux frais de tous, il est normal que les logements soient gratuits. Personne n'aura de redevance à payer. Guillaume pense que les différends naissant de cette gratuité disparaîtront dans les années qui suivront la révolution par la grande quantité de maisons bâties.

II. - *Echanges.* Dans la société nouvelle, il n'y aura plus de commerce dans le sens qui est attaché aujourd'hui à ce mot. Il sera nécessaire de créer un comptoir d'échanges. Il remettra aux producteurs des bons représentant la valeur de leurs produits, les stockera puis les échangera avec ceux d'autres comptoirs.

Un certain nombre de producteurs ne pourront apporter leur fabrication au comptoir, par exemple les maçons ou les travailleurs intellectuels. Il

faudra prévoir une tarification qui paiera ces services. Une monnaie basée sur la valeur-travail semble être la meilleure solution.

Dans un futur lointain, Guillaume prévoit que la distribution remplacera la répartition. Il pense que cette distribution pourrait être instaurée très vite pour les produits de première nécessité (pain, lait, charbon, etc.).

III - *Alimentation.* Les différents services alimentaires (boulangerie, abattoirs, etc.) seront centralisés dans chaque commune.

IV - *Statistique.* Un office des statistiques sera nécessaire dans chaque commune pour prévoir et préparer la production. Il s'occupera de l'état civil.

V - *Hygiène et santé.* Cet office s'attachera à créer un organisme curatif parfaitement au point mais il s'occupera aussi de la distribution de l'eau potable, de créer des bains publics, des piscines et des stades. Il verra le service des morts entrer dans ses attributions.

VI - *Sécurité.* Guillaume pense que le bien-être général réduira la criminalité sans pourtant la rendre nulle. Il faudra prévoir une police communale, il imagine ce service comme une milice, c'est-à-dire que tout le monde devra veiller à tour de rôle.

Comment seront traités les « criminels » dans la société égalitaire ?

« Il faudra le priver de sa liberté et le garder dans une maison spéciale jusqu'à ce qu'il puisse, sans danger, être rendu à la société ».

Il insiste sur le côté pathologique du crime. Il pense que la criminalité ne sera qu'un chapitre de la philosophie médicale.

Quant aux litiges entre individus, associations, communes, ils seront jugés par des arbitres désignés par les parties.

Le service de sécurité comprendra aussi des pompiers. Dans les régions inondables ; il faudra prévoir un corps d'entretien des digues.

« Un vaste système d'assurance complètera cette organisation. Les corporations et les communes se garantiront un appui mutuel pour le cas où un désastre, incendie, grêle, viendrait à frapper une ou plusieurs d'entre elles ».

VII - *Education.* Guillaume commence par poser le principe que : « l'enfant n'est la propriété de personne, il s'appartient à lui-même ».

C'est à la société de se charger de l'entretien de l'enfant. Il hésite quant à savoir s'il faut élever les enfants en commun ou les laisser à leurs parents.

Pour lui, le premier âge de l'éducation, cinq à douze ans, doit être celui du corps ; de douze à seize ans, l'enfant acquerra les sciences.

Un certain nombre de communes posséderont des universités, chaque étudiant désirant continuer ses études devra s'y rendre, sans cesser le travail auquel il sera tenu. La fédération créera de grandes écoles.

Quant à la pédagogie, il prévoit que les enfants devront s'administrer eux-mêmes, éliront leurs responsables, etc.

On peut se demander si Guillaume ne va pas trop loin. Un certain nombre de pédagogues estiment la présence du père et de la mère nécessaire à l'équilibre affectif et intellectuel du jeune enfant.

VIII - *Assistance.* Il faudra prévoir un office pour l'entretien des malades, des infirmes, des vieillards.

Cette assistance devra être pensée comme une obligation de la société et non comme une aumône.

### ORGANISATION D'ENSEMBLE

James Guillaume imagine deux types d'organisation ne se rejoignant qu'à leur sommet. Premièrement, une organisation de producteurs sur la base de l'industrie, c'est la fédération corporative ; deuxièmement, une organisation des travailleurs sur la base de la localité, c'est la fédération de communes.

1. *La fédération corporative.* La fédération corporative, qui groupera non seulement les ouvriers d'un même métier mais plutôt les travailleurs d'une même industrie, s'unit avec les autres fédérations « non plus pour protéger leurs salaires contre la rapacité des patrons, mais... pour se garantir mutuellement l'usage des instruments de travail... ; en outre, la fédération des groupes permet à ceux-ci d'exercer un contrôle constant sur la production... »

« Dès le lendemain de la révolution, les groupes producteurs appartenant à la même industrie sentiront le besoin de s'envoyer mutuellement des délégués... pour se renseigner et s'entendre ».

Un congrès général constitutif naîtra de ces contacts, « ce congrès posera les bases du contrat fédératif... », un bureau permanent, élu par le congrès corporatif, et responsable devant lui, sera destiné à servir d'intermédiaire entre les groupes formant la fédération de même qu'entre la fédération et les autres fédérations corporatives.

« Une fois que toutes les branches de la production, y compris celle de la production agricole, se seront organisées de la sorte, un immense réseau fédératif... couvrira le pays et la statistique de la production et de la consommation, centralisée par les bureaux des diverses fédérations corporatives, permettra de déterminer d'une manière rationnelle le nombre des heures de la journée normale de travail, le prix de revient des produits et leur valeur d'échange, ainsi que la quantité en laquelle ces produits doivent être créés pour suffire aux besoins de la consommation ».

Guillaume précise au passage que ces bureaux n'auront qu'un rôle consultatif et technique ; la décision appartient toujours aux conseils des travailleurs.

« Le vote est un procédé propre à trancher des questions qui ne peuvent être résolues aux moyens de données scientifiques et qui doivent être laissées à l'appréciation du nombre ; mais dans des questions susceptibles d'une solution scientifique et précise, il n'y a pas lieu de voter ; la vérité ne se vote pas, elle se constate et s'impose ensuite à tous par sa propre évidence ».

2. *La fédération de communes.* La fédération de communes se constituera comme les fédérations corporatives par des congrès ; elles se fédèrent entre elles « dans le but de s'entraider, pour l'institution de certains services publics d'un caractère général », par exemple centraliser et comptabiliser les renseignements venant des comptoirs d'échanges communaux, créer, en plusieurs endroits centraux, des comptoirs fédéraux chargés de stocker et de répartir les produits entre les comptoirs communaux et s'occupant des relations internationales. Un certain nombre de services, de part leur nature même, sont du ressort de la fédération : l'entretien et l'administration des chemins de fer et autres voies de communication, le service des postes et télégraphes, la marine, l'organisation d'un système d'assurance entre les communes.

« Le travail accompli par les employés — ils se recruteront librement parmi les travailleurs que leurs goûts et leurs aptitudes porteront vers ce genre d'activités — des divers services publics sera considéré comme l'équivalent de celui auquel sont occupés les autres travailleurs ; ils choisiront eux-mêmes, par voie d'élection, ceux d'entre eux qui auront à diriger et à contrôler le travail.

« Il y aura lieu d'élire des commissions de surveillance, chargées de s'assurer que les choses se

passent conformément aux décisions prises et de faire rapport à ce sujet au congrès... qui se réunira à des époques fixes ».

Ainsi, de proche en proche, la Fédération des communes pourra s'étendre au monde entier ; Guillaume imagine que plusieurs fédérations pourront exister, mais pour lui « la révolution ne peut pas être restreinte à un seul pays : elle est obligée, sous peine de mort, d'entraîner dans son mouvement, sinon l'univers tout entier, du moins une partie considérable des pays civilisés ».

Il pense que des relations harmonieuses pourront s'établir entre les structures corporatives et la Fédération de communes.

C'est sur cette vision d'union et d'harmonie que Guillaume termine son livre.

L'essentiel de ses idées constructives nous semble parfaitement réalisable ; de nombreuses réserves s'imposent sur la pratique révolutionnaire.

Pierre Besnard, dont nous étudierons plus tard les théories constructives, a pu reprendre ce schéma près de soixante années après son élaboration. Un seul point nous semble incomplet : un échelon nous semble nécessaire entre la fédération et la commune. Guillaume, sur ce point précis, ne suit par son ami Bakounine qui, dans le *Catéchisme révolutionnaire* insiste sur l'existence de cet échelon intermédiaire, « c'est qu'il y ait entre la commune et l'Etat au moins un intermédiaire autonome, le département, la région ou la province ».

Cette restriction admise, le schéma de Guillaume pourrait servir de base à la mise au point d'un plan de reconstruction fédéraliste de notre monde de la seconde moitié du vingtième siècle. C'est sur ce souhait que nous terminons.

(1) Synthèse d'un exposé fait au Centre de Sociologie libertaire.

## LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

MAGDALENA DE PULPIS (1)

Gaston LEVAL

C'était, avant, Sainte Madeleine de Pulpis, mais la révolution a supprimé les saints. Un petit village de 1.400 habitants. Nous la prenons comme modèle de ce qui s'est réalisé dans tant d'autres villages du Levant.

Il n'y avait ici qu'une fraction révolutionnaire : celle de la C.N.T. Nos camarades qui attendaient l'occasion de faire la révolution sociale, profitèrent de celle qui se présenta. Les petits paysans dominaient dans cet endroit. Ils possédaient 6 254 hectares de terre sur 6 654. Quatre ou cinq grands propriétaires avaient le reste. Mais c'était le meilleur terrain et le mieux arrosé, car l'eau manque aussi à Madeleine de Pulpis, et il permettait une culture intensive, dix fois plus rentable.

Nos camarades qui ne connaissent pas la technique monétaire, voulurent établir d'un coup le communisme libertaire. Dans cette petite commune ce n'était guère difficile. Il fallait seulement avoir du tact. Ils en eurent. Après avoir balayé les fascistes et les autorités, ils décidèrent d'établir la Collectivité. On demanda à ceux qui voulaient bien entrer de s'inscrire. Tous les habitants le firent, dont quelques-uns sans doute sans conviction.

On mit tout en commun. Terres, argent, bêtes, instruments de travail, propriété. Et on organisa la vie nouvelle.

Nous retrouvons ici ce que nous avons constaté dans d'autres occasions. La commune domine. Le syndicat n'est qu'une des parties de l'ensemble. Il dirige la production comme instrument technique. Mais l'assemblée communale contrôle le tout. On avait fondé, dès les premiers jours, un Comité de lutte contre le fascisme. Ce Comité s'occupa

immédiatement de toutes les réformes, dans la vie sociale du village. Il est devenu l'administrateur de la vie locale. L'habitation, la salubrité, le ravitaillement, l'instruction, les services publics sont dans ses mains. C'est lui qui fait les échanges, qui fixe les ressources de chaque famille. Tous les lundis le Comité lit, dans l'assemblée du village, le compte rendu de ses activités, le bilan des achats et des ventes. L'assemblée discute, approuve ou désapprouve. Jusqu'à maintenant, elle a toujours été d'accord.

Mais on n'a pas cru devoir se passer d'une mesure permettant de savoir ce à quoi avait droit chaque famille. On stipule les quantités de vivres d'après l'étalon monétaire argent dominant encore dans l'ensemble du pays. Avant d'expliquer comment, retenons que l'huile et le bois de chauffage sont consommés librement. Le vin n'est pas compté d'après une mesure argent. Mais nos camarades veulent la sobriété, et on n'admet pas non plus la consommation libre.

Le reste des aliments s'obtient de la façon suivante : on a établi un fichier sur lequel chaque famille est inscrite, avec le nombre et l'âge de ceux qui la composent. Toute grande personne a droit à ce qu'on appelle d'une façon un peu rustique, une ration. Il y a une ration d'une peseta vingt centimes pour les hommes, d'une peseta dix pour les femmes. Les enfants de plus de six ans ont droit à une ration plus ou moins importante selon leur âge. Les plus jeunes à une demie ration.

Une fois le nombre des rations établi, c'est-à-dire quand on connaît la quantité de produits de tous genres — et non seulement des produits alimentaires — qui correspond à une famille, on lui donne un carnet.

# NATIONALISATIONS

Il est très simple. La partie la plus importante, est un petit papier, collé à l'intérieur de la couverture et où nous lisons : année 1937. premier trimestre. Nombre de rations. Valeur en pesetas. Reste de l'année précédente. Total. Puis une note : « Bon pour se procurer toutes sortes des produits, excepté le vin, l'huile et le bois de chauffage, qui se consomment librement ».

A chaque page du carnet, il y a cinq casiers égaux, pour inscrire la valeur des dépenses faites, de façon que les familles savent si elles consomment plus ou moins de ce à quoi elles ont droit. Elles peuvent se procurer la valeur de ce qu'on leur donne au rythme qui leur plaît. Si elles veulent garder une réserve, cette réserve est marquée. Par exemple, si ce que l'une d'elles peut consommer équivaut à cent cinquante pesetas en un trimestre et qu'elle n'a dépensé que cent pesetas, on marque la différence à son avantage pour qu'elle puisse l'employer le trimestre suivant.

On ne paye plus le loyer des maisons. L'habitation est complètement socialisée. Les soins médicaux sont gratuits. Il y avait deux médecins, tous deux ont accepté spontanément la vie nouvelle, mais l'un dut partir à Castellon, chef-lieu de la province. Celui qui reste continue à travailler comme avant, bien que ne touchant pas ses visites et étant soumis au même régime de dépenses que les autres habitants du village. Le pharmacien aussi est collectivisé. On fournit tout l'argent nécessaire pour acheter les médicaments. Quand un malade doit être transporté à Barcelone ou à Castellon, pour une opération ou une maladie grave, la commune paye les frais.

Elle obtient cet argent par le commerce fait hors du village, en vendant des produits qui lui sont payés, en pesetas.

Le petit commerce a disparu. Les commerçants s'étaient aussi inscrits volontairement dans la communauté. On installa donc une coopérative où tout le monde va chercher les articles de consommation. Cela dans une chapelle qui, par ses proportions, se prête très bien à ce nouveau rôle. Quelques uns des anciens commerçants y sont employés pour distribuer les marchandises.

Les coiffeurs sont aussi réunis dans un seul salon propre et clair. Les couturières dans un seul atelier offrant des commodités jusqu'alors ignorées, et les menuisiers ont installé à leur tour un atelier collectif pour les mêmes raisons. Personne ne travaille individuellement.

Venons-en à l'organisation du travail agricole. Soulignons d'abord que, sur deux cents soixante-quinze hommes valides environ pour le travail, soixante-quinze sont volontairement au front. Cependant, on a triplé les semencements de blé et pommes de terre. Ce n'est pas par l'extension des surfaces cultivées, puisque, comme nous l'avons vu, ce que l'on a pris aux fascistes

n'est qu'une petite partie de la superficie générale, mais surtout parce que beaucoup de paysans — oh miracle de la propriété privée ! — n'avaient presque jamais d'argent pour acheter des semences et de l'engrais, et ils ne pouvaient pas tirer partie de leur terre.

Le travail est organisé de la façon suivante : le territoire cultivé est divisé en treize sections, ayant des équipes spécialisées de quinze hommes, dont chacune a un délégué responsable. Comme dans bien d'autres endroits — le système est né tout seul — ces délégués se réunissent toutes les semaines. Et selon les travaux, ou leur urgence, les équipes vont à tel ou tel endroit. Les bêtes de trait et les instruments aratoires sont employés rationnellement selon les besoins.

La culture forestière offre le même système d'organisation.

Nous avons demandé des renseignements sur les mariages. Nos camarades sont, naturellement, partisans de l'union libre. Mais un mariage est un événement dont les villages paisibles ne se passent pas de bon gré. D'autre part, suivre le procédé officiel eût été démentir les principes. Il fallait donc trouver un moyen de marier les gens légalement sans le faire. Et voici le procédé :

Quatre couples se sont unis depuis le début de la révolution. Ils se sont présentés, accompagnés de leur famille et de leurs amis, devant le secrétaire du Comité. On a inscrit sur un registre leurs noms et prénoms ; leur âge et leur volonté de s'unir. L'habitude était respectée, la fête assurée. Et pour la compléter, en même temps que pour sauver les principes libertaires, le secrétaire arrachait la page où figuraient toutes ces inscriptions, la déchirait en petits morceaux pendant que les mariés descendaient l'escalier, et quand ceux-ci passaient sous le balcon, les lançait sur eux comme des confettis. Tout le monde était content.

J'ai expliqué qu'il était nécessaire de conserver la mémoire de ces mariages, des naissances et des décès, ne serait-ce que pour les études sociales que seuls ceux qui n'étudient rien peuvent dédaigner. On m'a compris et on m'a promis de le faire et de reconstituer les registres disparus.

Quand nous nous sommes promenés dans les rues et sur la place, nous avons vu les jeunes gens jouer à la pelote basque, les vieux les regarder et intervenir dans les discussions. C'était, comme avant, la vie sédentaire et calme du village. Tout était tranquille et doux. Mais avec une sécurité pour l'existence jusqu'alors ignorée. Et nous avons grande envie de rester dans ces trop vieilles maisons, que la communauté remplacera sans doute bientôt, mais dans lesquelles n'habite plus l'inquiétude éternelle du lendemain, qui pendant tant de siècles a tenaillé les habitants de Madeleine de Pulpis.

(1) Chapitre d'un livre inédit sur la Révolution espagnole.

La Fédération des Gauches et le parti communiste sont, on le sait, d'accord pour éliminer de Gaulle et le gaullisme. Ce qui n'empêcherait pas une bonne partie de ceux qui la composent de conserver, s'ils triomphaient, bon nombre des réalisations de l'adversaire d'aujourd'hui.

L'opposition politique a toujours agi ainsi. Nous n'en voulons pour preuve que le triomphe des gauches sur la base de « la paix en Algérie » dont Guy Mollet et Mendès-France avaient fait le point essentiel de leur programme, pour, ensuite, envoyer cinq cent mille hommes de l'autre côté de la Méditerranée. Guy Mollet avait même trouvé (après avoir affirmé « l'Algérie est française et restera française ») une formule délicieusement rassurante : « Il faut envoyer et montrer notre force pour n'avoir pas à s'en servir ». On sait ce que cela donna, et qu'il fallut que de Gaulle prenne le pouvoir pour que cette guerre finisse. Et, tenant compte de la lassitude de la majorité du pays, on peut se demander qui, alors, fit le jeu du gaullisme ?

Maintenant, communistes et Fédération des gauches ont élaboré un programme de gouvernement. Désaccord absolu en politique étrangère, ce qu'on savait déjà. Il fallait compenser par quelque chose qui frappe et contente tout le monde. Et, une fois de plus, on a trouvé la tarte à la crème : les nationalisations.

Déjà environ la moitié de l'économie française est aux mains de l'Etat ou en dépend. Et sur ce point, on tiendrait sans doute parole, si l'on en était capable. Car c'est le seul élément qui puisse faire illusion dans les masses. Démagogie ? Naturellement. En substituant le capitalisme d'Etat au capitalisme privé, on a l'air de faire de l'anticapitalisme tout court. Nous savons ce que cela peut donner, surtout dans l'accentuation de la compétition à laquelle doit donner lieu le Marché commun et l'application plus poussée du Traité de Rome.

Mais cela compte peu. Le principal est de gagner les élections.

Attendons, mais signalons que, contrairement à ce qu'une propagande erronée, quand ce n'est pas inepte, affirme, ce ne sont pas les trusts, les grandes sociétés capitalistes qui demandent les nationalisations, mais les forces politiques de gauche, y compris le mouvement syndical qui marche avec elles. Il est plus facile de charger l'Etat de faire ce qu'on ne sait ni ne veut faire, que de l'entreprendre par soi-même.

# A PROPOS D'AUTOGESTION

Notre ami Hyacinthe Dubreuil, grand spécialiste de ces questions, nous écrit :

Il est de toute évidence que la population algérienne n'est pas encore apte à l'autogestion. On peut observer d'abord qu'il y a parmi les Algériens une forte proportion d'illettrés. Et d'ailleurs même les Français, qui sont certainement supérieurs à ce point de vue, ne sont guère plus aptes à assurer cette responsabilité.

C'est d'ailleurs un problème très mal compris. L'autogestion suppose une organisation professionnelle élaborée, qui soit capable de placer aux différents étages de l'entreprise les compétences nécessaires. La gestion de l'atelier est une chose et la gestion administrative générale en est une autre. Un premier échelon devrait consister à la gestion de l'atelier, pour laquelle les ouvriers possèdent déjà les capacités nécessaires, ou tout au moins les plus intelligents d'entre eux (on oublie toujours que les hommes ne sont pas égaux en capacité). Dans tous les cas, on pourrait déjà mettre à la disposition des ouvriers des responsabilités à leur portée. Ils y feraient un apprentissage nécessaire dans la gestion d'une section de l'entreprise, c'est-à-dire en présence de problèmes moins compliqués que ceux de la gestion générale.

L'homme plus capable qui émanerait certainement de ce groupe primaire serait alors habilité à entrer dans la gestion d'un échelon supérieur de l'entreprise. Et ainsi de degré en degré, par l'application de l'idée fédérale à la gestion des entreprises.

D'une manière générale, les projets relatifs à la transformation de l'entreprise partent de cette supposition erronée que l'exécutant placé au degré le plus inférieur du travail est capable de considérer l'ensemble de la gestion générale avec la même compétence qu'un « Président Directeur Général ». Tant qu'on s'obstinera à cette fausse conception de l'égalité, on continuera à patouer dans le désordre.

Remarquez aussi que tous ceux qui s'occupent de ces questions n'y voient jamais que l'aspect économique, c'est-à-dire matérialiste. Dans l'homme, ils ne voient que l'estomac. Ils « ignorent » ce qui est au dessus : le cerveau et le cœur.

# PETITES VÉRITÉS AUX PAYSANS

Edgar Faure, ministre de l'Agriculture, vient de répondre assez vertement aux leaders des paysans bretons qui lui reprochaient de n'avoir pas fait, en tant que ministre de l'Agriculture, ce qu'ils en attendaient. Car pour la majorité des habitants de ce pays, l'Etat est toujours la vache à lait dont le budget doit, sans contrepartie, satisfaire aux exigences de tous les citoyens. Ce que Victor-Hugo résumait en ces deux vers :

Le budget, monstre énorme, admirable poisson

A qui de toutes parts on jette l'hameçon.

Et parmi les arguments de sa réplique, Edgar Faure disait aux protestataires que seuls cinq pour cent des éleveurs de porcs de Bretagne s'étaient unis pour coordonner leur travail et leurs efforts. Le reste continue à travailler isolément, individuellement, comme avant, sans technique valable, sans méthode, sans hygiène, dépensant beaucoup plus de temps et d'argent qu'il n'en vaut. Tout cela contribue à rendre le kilo de viande obtenu beaucoup plus cher que dans d'autres régions de la France, et surtout de l'Europe.

L'habitude d'exiger tout de l'Etat, c'est aussi celle d'exiger de tous les contribuables dont nous sommes, en tant que salariés, de faire ce que l'on doit faire soi-même. Ainsi on justifie l'Etat tout en le combattant, apparemment du moins.

Nous ne marchons pas avec cette petite comédie. On ne répétera jamais assez que c'est par leur entraide et leur solidarité dans le travail et dans l'effort que les éleveurs de Bretagne, comme tous les paysans du reste, pourront améliorer leurs conditions d'existence. C'est même dans l'entente internationale, qui n'a rien à voir avec le nationalisme breton qu'assez curieusement du reste certains « anarchistes » se sont mis à défendre au nom de la liberté. Comme si la Bretagne avait, dans l'histoire, été une terre de liberté !

Plus que dans d'autres régions, on sait ce qu'on entend en Bretagne par « école libre ! ».

# CENTRE DE SOCIOLOGIE LIBERTAIRE

Le Centre de Sociologie Libertaire continue de se développer. Nos abonnés ou sympathisants qui désirent prendre contact pour prendre part à ses travaux peuvent s'adresser à Jacques Toublet, 21, avenue du Colonel-Fabien, Saint-Cyr-l'Ecole (78-Yvelines).

## NOS BUTS

Par humanisme libertaire, nous n'entendons pas une vague philosophie en marge des problèmes concrets que posent la vie sociale et l'évolution de l'humanité, mais une pensée vivante et une activité pratique pour la création d'une civilisation nouvelle. Il s'agit, certes, d'instaurer l'égalité économique, mais il s'agit aussi d'élever notre espèce à plus de bonheur et de dignité grâce à une éthique qui permettra de reconstruire la société pour et par l'homme. Le combat que nous menons est donc à la fois de caractère moral, intellectuel et matériellement constructif ; il vise à l'immédiat comme au lointain avenir.

## NOUS AVONS EN VENTE

- Problèmes contemporains : **L'homme dans l'industrie**, par Jacques Bouyé. **Une expérience passionnante par 5 000 ouvriers**, par Laureano Riera. **Ballobar, une collectivité agraire en Espagne**, par Gaston Leval, 120 pages, 5 F.
- Éléments d'éthique moderne**, 105 pages, par Gaston Leval, 4 F.
- Pratique du socialisme libertaire**, 82 pages, 3,50 F.
- Le chemin du socialisme**, 2 F.
- Le monde nouveau**, par Pierre Besnard, 3 F.
- Les joies et les fruits de la lecture**, par Roger Hagnauer, 200 pages, 7 F.
- L'Enfance en croix**, par Gaston Leval, 224 pages, 7 F.
- Psychanalyse du marxisme**, par Mathilde Niel, 225 pages franco, 13,90 F.
- Pages choisies d'Ernestan** (Valeur de la liberté, le Socialisme contre l'autorité, Socialisme et Humanisme), 192 pages, 6,70 F franco.
- U.R.S.S., un Etat patron tout puissant**, par Zemliak, 192 pages, 8,70 F franco.
- L'Humanisme Libertaire**, par Gaston Leval, 48 pages de texte serré, franco, 3,60 F.

Faites-nous  
des abonnés  
et n'oubliez pas  
VOTRE  
REABONNEMENT

**ADMINISTRATION** — Abonnement annuel : France : 8 F. - Etranger : 10 F. - L'exemplaire : 0,70 F.

Demandes et mandats à : **Mme Luce OTTIE - 21, rue des Mathurins, 91-BIEVRES (Essonne) - C.C.P. Paris 5935 - 17**

**DIRECTION** — Gaston LEVAL - 33, boulevard Edgar-Quinet, PARIS (14<sup>e</sup>)